

2019

Sondage de fin d'année sur les conditions économiques

Produits chimiques industriels



ASSOCIATION CANADIENNE DE
L'INDUSTRIE DE LA CHIMIE



Gestion responsable^{MD}
Notre engagement envers le développement durable.

RENDEMENT DU SECTEUR DES PRODUITS CHIMIQUES INDUSTRIELS EN 2019

Tous les ans, l'Association canadienne de l'industrie de la chimie (ACIC) effectue un sondage auprès de ses membres afin de connaître leur point de vue à l'égard du contexte opérationnel de l'année courante. Les réponses au sondage sont combinées à l'analyse des grandes tendances de l'industrie mondiale de la chimie industrielle en vue de créer un rapport sur le rendement de l'année précédente et de fournir une orientation quant aux possibilités à saisir et aux défis à relever par le secteur au cours de l'année à venir.

Pour 2019, on estime que les ventes totales de produits chimiques industriels à la clôture de l'exercice seront inférieures de 5 % à celles de 2018, qui se chiffraient à 28,4 milliards de dollars. Si l'on utilise la valeur des expéditions en dollars constants afin d'estimer le volume, on établit que les volumes de production augmenteront d'environ 1 % pour l'année. Ces chiffres indiquent que, de manière générale, les prix de vente diminueront au cours de l'année, donnant ainsi lieu à des ventes d'une valeur en dollar inférieure pour un volume de production qui demeure essentiellement le même. Cette estimation de nos membres s'inscrit dans une tendance que l'ACIC a observée en 2018. Les plus récentes statistiques trimestrielles indiquent que la valeur en dollars des expéditions de produits chimiques industriels a diminué de 3,9 % jusqu'ici en 2019, avec une baisse particulièrement marquée entre les deuxième et troisième trimestres de 2019, alors que les expéditions ont chuté de 12,3 % par rapport au trimestre précédent.

En 2019, on prévoit que les exportations, dont la valeur s'élève à 19,5 milliards de dollars, seront inférieures de 5 % à 2018. Le secteur canadien des produits chimiques industriels est dépendant de l'exportation, celui-ci ayant exporté 69 % de sa production en 2019. Les États-Unis étaient la destination de 79 % de ces exportations, suivis de la Chine (6 %) et du Mexique (2 %). Une fois de plus, ces chiffres correspondent aux tendances récemment observées où les exportations de produits chimiques industriels ont chuté de 6,4 % jusqu'à maintenant en 2019 par rapport aux niveaux de 2018.

Les bénéfices d'exploitation sont demeurés élevés en 2019 et devraient atteindre un montant record de 4,5 milliards de dollars cette année.

Les dépenses en immobilisations devraient s'élever à 3,1 milliards de dollars, une somme historiquement très élevée, mais qui représente une diminution de 25 % par rapport au sommet observé en 2018.

PERSPECTIVES DU SECTEUR CANADIEN DES PRODUITS CHIMIQUES INDUSTRIELS POUR L'ANNÉE 2020

- Les répondants au sondage de l'ACIC anticipent une baisse des ventes de 2 % l'année prochaine, alors que les volumes de production devraient rester sensiblement les mêmes.
- Les exportations devraient baisser de 3 %.
- Les bénéfices d'exploitation devraient connaître un recul de 11 %, mais demeurer élevés par rapport aux normes historiques.
- Les investissements en capital devraient augmenter de 5 %.
- Le secteur de l'emploi devrait connaître une hausse de 1 % dans l'ensemble de l'industrie.

PRINCIPALES POSSIBILITÉS

NOUVEAUX INVESTISSEMENTS

L'Amérique du Nord dispose toujours d'abondantes sources d'électricité à faible coût pour la production de produits chimiques. Les dispositions concernant la déduction pour amortissement accéléré du gouvernement fédéral, de même que les incitatifs dans les provinces de l'Alberta de l'Ontario et du Québec, rendent l'investissement dans le secteur pétrochimique attrayant dans ces territoires.

POLITIQUES COMMERCIALES

À la mi-décembre 2019, le Canada, les États-Unis et le Mexique se sont accordés sur une série de modifications à l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) conclu en 2018. Les modifications visent à répondre aux préoccupations des États-Unis dans les domaines suivants : le règlement des différends entre États, des règles d'origine pour le secteur de l'automobile, la protection de l'environnement et des travailleurs, et la propriété intellectuelle. Les modifications convenues augmentent les probabilités qu'un accord soit ratifié entre les trois pays au cours de l'année 2020 et viendront lever l'incertitude qui règne sur l'économie continentale depuis les trois dernières années.

L'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019. À ce jour, sept des onze pays participants, y compris le Canada, ont ratifié l'accord facilitant l'exportation de biens canadiens vers ces marchés.

L'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2017, continue de contribuer à l'amélioration des relations commerciales entre le Canada et l'Union européenne.

Le Canada est toujours au milieu de négociations de libre-échange avec les pays d'Amérique latine membres de l'Alliance du Pacifique (le Chili, le Mexique, le Pérou et la Colombie) et du Marché commun du Sud (le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay).

PRINCIPAUX DÉFIS

INCERTITUDE ET RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUES

La montée du protectionnisme dans différentes régions du globe demeure une source de préoccupation, puisqu'elle pourrait restreindre l'accès aux marchés étrangers des économies fortement dépendantes des exportations telles que le Canada.

Les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine pourraient déclencher une récession économique mondiale. Il est important de se rappeler que, même avec l'annonce récente d'une « entente à l'étape initiale », de nombreuses questions commerciales sous-jacentes entre les deux pays demeurent sans réponse et que des tarifs représentant plusieurs milliards de dollars sont maintenus en place. Par ailleurs, le ralentissement récemment observé dans l'économie chinoise ne semble pas vouloir se calmer. Compte tenu du rôle du gouvernement fédéral chinois dans la transition vers un modèle de croissance axée sur les consommateurs, l'économie chinoise pourrait mettre du temps à se redresser. Un tel cas de figure aurait une incidence sur la croissance de l'économie à l'échelle mondiale.

Un portrait semblable se dessine en Europe, où des économies nationales reposant largement sur les exportations et le secteur manufacturier, à l'instar de l'Allemagne, ont constaté des contractions marquées en 2019. La diminution des commandes de biens d'équipement et de composants à l'échelle internationale ainsi que le malaise important régnant dans les secteurs de l'automobile et des transports de la zone européenne ne cesse de s'intensifier¹. Bien que les effets du ralentissement du secteur automobile se font probablement sentir surtout en Allemagne, on observe actuellement un phénomène de ralentissement généralisé quant aux ventes de véhicules automobiles sur l'ensemble de la planète; on s'attend ainsi à ce que 2019 soit l'année ayant connu la chute la plus dramatique en ce qui a trait aux ventes depuis 2009².

Le fait que les États-Unis se dirigent vers une année d'élection présidentielle pourrait entraîner de l'instabilité dans l'économie américaine; ce qui aurait, par ricochet, des conséquences néfastes pour l'économie canadienne.

TRANSPORT FERROVIAIRE

La récente grève de huit jours des employés du CN, ainsi que ses répercussions sur différents secteurs, y compris celui des produits chimiques, renforcent le message à l'intention des politiciens quant à la nécessité d'avoir en place des services ferroviaires fiables pour la santé de l'économie. L'ACIC et ses membres sont persuadés que des services ferroviaires concurrentiels et efficaces sont essentiels au succès de l'industrie canadienne de la chimie. Ces derniers espèrent également que les efforts de planification prospective entrepris par les entreprises ferroviaires auront une incidence minimale sur les expéditions de produits chimiques au cours de l'hiver 2020.

¹ Arnold, Martin, « [German Industry Hit by Biggest Downturn Since 2009](#) », Financial Times, 6 décembre 2019.

² Miller, Joe, « [Global car market shrinking at fastest rate since financial crisis](#) », Financial Times, 4 décembre 2019.

CAPACITÉ EXCÉDENTAIRE

Des quantités importantes en matière de nouvelles capacités pétrochimiques deviendront disponibles en 2020, et ce, particulièrement en Amérique du Nord. Cette augmentation de l'offre dépassera la progression de la demande, du moins à court terme, et est susceptible d'entraîner une diminution du prix de vente des produits courants jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli entre l'offre et la demande. Tout au long de l'année 2019, les effets de la réduction des marges se sont fait sentir. Dans le cadre des discussions sur les résultats au cours du troisième trimestre, de nombreuses sociétés ouvertes ont mis en évidence les répercussions de la réduction des marges d'exploitation et des pressions concurrentielles sur la rentabilité. De même, le cabinet de consultants IHS Markit a analysé les déséquilibres entre l'offre et la demande de plusieurs produits chimiques de base, tels que le styrène et l'éthylène, et a conclu que, jumelée aux tensions commerciales, la pression exercée sur les prix risque de se renforcer en 2020³.

Ce phénomène n'est pas unique à l'Amérique du Nord. À l'échelle mondiale, les marges subissent des pressions dans des marchés clés en Europe et en Chine. Dans certains cas, ces débordements sont le résultat direct de nouveaux ajouts de capacité en Amérique du Nord⁴. Cependant, les problèmes de capacité excédentaire en Chine y contribuent de manière de plus en plus importante. Sinopec et PetroChina ont souligné le problème de la surcapacité à l'échelle nationale dans le cadre de récents échanges sur les résultats⁵.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les changements climatiques étaient l'un des thèmes importants de l'élection fédérale d'octobre 2019. Cependant, tous ne s'entendent pas sur la meilleure façon pour le Canada de contribuer à l'effort global visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les gouvernements provinciaux de l'Alberta et de l'Ontario, deux provinces clés du secteur des produits chimiques, s'opposent notamment à certaines des mesures stratégiques prises par le gouvernement fédéral.

À la suite de l'élimination par son gouvernement alors nouvellement élu du programme provincial de plafonnement et d'échange en juillet 2018, l'Ontario est désormais assujéti au filet de sécurité fédéral, tant au niveau des consommateurs qu'au niveau des grands émetteurs finaux. L'Ontario travaille actuellement à la mise au point d'un programme de normes de rendement à l'égard des émissions pour les grands émetteurs finaux, calqué sur un programme similaire de la Saskatchewan. Toutefois, en date de la publication du présent rapport, les normes de rendement en ce qui a trait aux émissions ne font pas encore l'objet d'une entente d'équivalence avec le gouvernement fédéral⁶.

³ IHS Markit, « [Key Strategic Issues Impacting the Global Ethylene Markets](#) », IHS Markit: Chemicals, 13 novembre 2019. Kristen Hays et collab. « [New capacities, weaker downstream markets to weigh on ethylene in 2020](#) », S&P Global, 26 novembre 2019.

Lee, Brian, « [Styrene: The Calm Before the Storm](#), » IHS Markit: Chemicals, 6 décembre 2019.

Naylor, Lind, « [ExxonMobil shuts French PE production on "significant financial pressure"](#) », ICIS, 13 décembre 2019.

⁵ Alperowicz, Natasha et Kartik Kohli, « *Sinopec, PetroChina report lower chemical earnings* », Chemical Week, 11 novembre 2019.

⁶ Gouvernement de l'Ontario, « [Programme des normes de rendement à l'égard des émissions](#) », ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs, 8 novembre 2019.

En Alberta, les particuliers seront assujettis au filet de sécurité fédéral en ce qui a trait aux taxes sur le carbone imposables aux consommateurs, tandis que les grands émetteurs finaux seront soumis au système *Technology Innovation and Emissions Reduction* (TIER) jugé équivalent à l'approche fédérale⁷.

En 2019, trois provinces (la Saskatchewan, l'Ontario et l'Alberta) ont porté, devant les tribunaux d'appel provinciaux, différentes causes relativement à la validité constitutionnelle des plans fédéraux de tarification de la pollution. À ce jour, la conclusion de deux jugements rendus en Saskatchewan et en Ontario est que le gouvernement fédéral détient le pouvoir constitutionnel d'imposer des règlements et des tarifs sur la pollution. Toutefois, les décisions partagées rendues dans chaque jugement laissent planer l'incertitude. Comme les deux provinces interjettent appel de ces jugements, c'est à la Cour suprême du Canada que reviendra le dernier mot. L'audience est provisoirement prévue au printemps 2020.

Le Québec continue d'exploiter un système de plafonnement et d'échange en tant que participant officiel de la Western Climate Initiative (WCI) avec la Californie. De récents développements juridiques aux États-Unis, dans le cadre desquels le gouvernement fédéral a remis en question la constitutionnalité du programme, ont jeté une ombre sur la WCI⁸. Toutefois, étant donné que le programme bénéficie toujours d'un soutien important au niveau étatique et que les procédures judiciaires prendront du temps à se concrétiser, nous prévoyons que la WCI poursuive normalement ses activités dans l'intervalle.

L'industrie canadienne de la chimie appuie la prise de mesures destinées à atténuer les effets des changements climatiques, mais recommande fortement que ces politiques soient élaborées dans la transparence, de concert avec les acteurs concernés, afin d'éviter des dédoublements coûteux entre les administrations et les dispositions réglementaires et de protéger les secteurs économiques tributaires du commerce.

POLITIQUES COMMERCIALES

Le secteur canadien des produits chimiques industriels étant largement axé sur l'exportation, il constitue un fervent partisan du libre-échange, particulièrement avec les États-Unis.

Les tensions commerciales actuelles entre les États-Unis et la Chine continuent de poser un risque pour la santé de l'économie mondiale.

COÛTS DE L'ÉLECTRICITÉ

Pour les membres de l'ACIC, la disponibilité, la fiabilité et le coût de l'électricité sont au cœur des préoccupations en matière de concurrence dans toutes les provinces, même celles qui jouissaient

⁷ Gouvernement du Canada, « [La nouvelle approche de l'Alberta en matière de tarification de la pollution pour l'industrie lourde est conforme au modèle fédéral](#) », Environnement et Changement climatique Canada, 6 décembre 2019.

⁸ Phillips, Anna M., Alexa Diaz et Tony Barboza, « [Trump Administration Sues California Over Cap-and-Trade Agreement with Canada](#) », LA Times, 23 octobre 2019.

autrefois d'un avantage en matière de coûts, telles que le Manitoba, le Québec et la Colombie-Britannique. L'incidence de ces facteurs est particulièrement marquée pour les entreprises productrices de produits chimiques inorganiques.

En 2019, le gouvernement de l'Ontario a tenu des consultations relativement aux prix de l'électricité dans le secteur industriel. L'objectif de ces consultations était de trouver des moyens de réduire les coûts associés au système et de rendre les tarifs plus abordables pour les grands clients industriels. Nous nous attendons à ce que le gouvernement prévoie la mise en place d'une politique en réponse aux consultations dans le budget de 2020.

En 2019, le gouvernement du Québec a annoncé la prolongation de son programme de rabais de réduction des coûts d'électricité, destiné aux clients industriels qui effectuent des investissements dans la province pour une période de quatre ans jusqu'en 2025. Le programme permet le remboursement d'un montant représentant jusqu'à 40 % des frais d'électricité défrayés en plus d'un remboursement additionnel pouvant atteindre 10 % des coûts encourus dans des projets d'investissement visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il contribue également à garantir un environnement opérationnel prévisible et rentable pour les entreprises de produits chimiques.

Au lendemain des élections provinciales de 2019, le gouvernement a achevé la transition prévue du système de production de courant actuel vers un marché de capacité en choisissant plutôt de demeurer un marché de l'électricité sans capacité.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2020

Dans son Rapport sur la politique monétaire d'octobre 2019, la Banque du Canada prévoit que le taux de croissance annuelle du produit intérieur brut au Canada s'établira à 1,5 %, et que celui-ci progressera lentement à 1,7 % en 2020 et à 1,8 % en 2021. Dans la Mise à jour économique et budgétaire 2019 qu'il a récemment publiée, le ministère des Finances évalue la croissance à 1,7 % en 2019, à 1,6 % en 2020 et à 1,7 % en 2021⁹. Le ministère s'attend également à ce que les investissements commerciaux, un indicateur clé de la croissance à venir, demeurent limités jusqu'à ce que l'incertitude géopolitique ainsi que celle relative aux politiques commerciales se dissipent¹⁰. Étant donné que plusieurs secteurs commerciaux, particulièrement le secteur manufacturier, constatent déjà des faiblesses importantes dans les indicateurs de l'offre et de la demande ainsi qu'une concurrence féroce sur les marchés d'exportation, l'incertitude qui plane continuellement sur les politiques commerciales ne fait que s'ajouter aux fortes turbulences qui ont pris naissance en 2019.

On s'attend à ce que la croissance du produit intérieur brut soit de 2,3 % aux États-Unis en 2019 avant de tomber à 1,9 % en 2020 et à 1,7 % en 2021. RBC prévoit une croissance de 2,3 % en 2019, de 1,8 %

⁹ Gouvernement du Canada, « [Mise à jour économique et budgétaire 2019](#) », ministère des Finances, 16 décembre 2019, p. 28.

¹⁰ *Ibid.*, p. 19

en 2020 et de 1,7 % en 2021, tandis que BMO s'attend à une croissance de 2,3 % en 2019 et de 1,8 % en 2020 aux États-Unis^{11 12}. Cette croissance sera en grande partie attribuable aux consommateurs américains et au secteur prometteur des services, alors que les chiffres quant à la production industrielle devraient être médiocres à la suite d'une forte détérioration de la confiance des manufacturiers en 2019¹³.

L'Europe terminera l'année 2019 avec une croissance de 1,1 % qui demeurera faible à 1 % en 2020 et à 1,4 % en 2021. En 2020, l'un des principaux enjeux pour l'Europe sera la santé du secteur manufacturier. L'IHS a constaté que le secteur manufacturier continu de peser lourdement sur la production du secteur privé; la production manufacturière et l'emploi ayant connu des chutes accélérées en décembre, avec un déclin particulièrement marqué survenant une fois de plus en Allemagne, la puissance industrielle de la région¹⁴. Malgré les vents contraires auxquels les manufacturiers européens font face, le secteur des services a relativement bien résisté jusqu'ici, et des économies axées davantage sur le commerce intérieur (comme la France) ont connu en 2019 une forte croissance qui devrait se poursuivre en 2020¹⁵.

La croissance devrait rester relativement forte en Chine, mais diminuer lentement au cours des prochaines années, se chiffrant à 6,1 %, puis à 5,9 % en 2020 et à 5,7 % en 2021. Malgré ces chiffres impressionnants, des vents contraires commencent à souffler sur l'économie chinoise. La Banque de Chine et le gouvernement fédéral chinois ont mis en œuvre des mesures de relance à plusieurs reprises en 2019 afin d'atteindre les objectifs de croissance et de combattre les effets de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis^{16 17}. Toutefois, le niveau d'endettement élevé des entreprises, des gouvernements fédéral et municipaux et des foyers pourrait venir freiner les dépenses et investissements à venir, et contrecarrer les mesures de relance susmentionnées ainsi que tout autre effort visant à apaiser les tensions commerciales avec les États-Unis^{18 19}.

Les grandes banques canadiennes prévoient que le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain fluctuera entre 0,74 et 0,79 dollar canadien par dollar américain en 2020. Les banques s'attendent à ce que le prix moyen du pétrole brut WTI se situe entre 55 et 60 dollars américains en

¹¹ Économique RBC, « [Perspectives pour 2020 – Une expansion prolongée, mais chancelante](#) », Perspectives économiques et financières de RBC, décembre 2019.

¹² Guatieri, Sal, « [2020 U.S., Outlook: Eyeing Potential](#) », BMO Economics: Focus, 13 décembre 2019.

¹³ Économique RBC, « [Perspectives pour 2020 – Une expansion prolongée, mais chancelante](#) », Perspectives économiques et financières de RBC, décembre 2019.

¹⁴ Romei, Valentina, « [Eurozone Manufacturing Activity Shrinks for 11th Straight Month](#) », Financial Times, 16 décembre 2019.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Stevenson, Alexandra, « [China Injects \\$126 Billion Into Its Slowing Economy](#) », The New York Times: Business, 6 septembre 2019.

¹⁷ Deng, Chao, « [China Signals More Efforts to Ensure Economic Growth](#) », The Wall Street Journal, 12 décembre 2019.

¹⁸ Reuters, « [China's Private Firms Face Record Default Risk, to Stay High in 2020 – Fitch](#) », The New York Times: Business, 10 décembre 2019.

¹⁹ Stevenson, Alexandra, « [China's Companies Binged on Debt. Now They Can't Pay the Bill](#) », The New York Times: Business, 12 décembre 2019.

2020, et que le prix du gaz naturel au carrefour Henry oscille entre 2,45 et 2,80 dollars américains par million de BTU.

Pour de plus amples renseignements :

David Cherniak, analyste principal des politiques, Affaires et économie
dcherniak@canadianchemistry.ca

Greg Moffatt, directeur principal, Affaires et économie; responsable, Relations avec les gouvernements et les intervenants – Ouest canadien gmoffatt@canadianchemistry.ca